

## Congrès de l'AFEP 2023

<b>Economie de guerre, économie en guerre : les apports de l'économie institutionnelle contemporaine</b>
--

**Atelier ouvert coordonné par Caroline Dufy (Sciences Po – Bordeaux), Petia Koleva (Université Paris Cité), Julien Vercueil (INALCO)**

Le terme d'économie de guerre fait habituellement référence aux mesures économiques mises en place pour mobiliser les ressources disponibles (main d'œuvre, matières premières, équipements productifs, produits finis) d'un pays et les utiliser efficacement pour soutenir les efforts de guerre. Le vocable d'économie en guerre, quant à lui, renvoie aux conséquences d'une guerre sur l'économie nationale, régionale ou mondiale, en termes notamment de production, de démographie, de consommation, d'inflation ou encore d'échanges commerciaux.

De fait, à travers la référence à la guerre, c'est souvent la place de l'Etat dans l'économie qui est interrogée. Ainsi, en 1916, l'économiste et philosophe autrichien O. Neurath soulignait les vertus de la guerre pour convaincre les citoyens de la supériorité de l'Etat dans l'organisation de l'économie. En Union soviétique des années 1918-21, la réalité de l'économie de guerre étatisée, centralisée et partiellement démonétisée était l'occasion de systématisations théoriques sur les transformations institutionnelles en cours (nationalisations, monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, etc.) destinées à rompre avec l'ordre économique ancien. L'économiste polonais O. Lange (1904-1965) caractérisait les économies socialistes réelles comme des « économies de guerre *sui generis* », tout en mettant en garde contre la confusion entre les méthodes correspondantes et l'essence du socialisme. Au-delà, dans la période d'après-guerre, le débat sur l'implication de l'Etat dans l'économie, à travers un processus de planification – associé ou non à l'économie de guerre – restera bien présent au sein des milieux économiques et intellectuels des deux côtés du Mur de Berlin.

L'accélération de la mondialisation économique et financière à la fin de la guerre froide avait intégré les anciennes économies socialistes dans le capitalisme libéral semblant sceller ainsi la fin de l'histoire. A partir des années 1980, les préceptes de la pensée libérale, aussi vieux que l'hypothèse du « doux commerce » de Montesquieu, étaient confortés : la paix apparaît comme le préalable, la condition et parfois le dividende de la prospérité économique. Pourtant la période de l'entre-deux-guerres avait montré les contradictions et les asymétries produites par le choc de la guerre. La pensée keynésienne s'inscrivait pleinement dans ce contexte.

Depuis 2022, l'irruption de la guerre en Ukraine a opposé un rude démenti à ce postulat fondamental en rappelant la complexité des régulations impliquant le politique, l'économie et le militaire. Le conflit militaire d'envergure sur le sol européen produit un choc mondial sur les marchés intégrés des céréales et de l'énergie, rappelant que l'intégration internationale accrue depuis les années 1980 produit de nouvelles vulnérabilités. Par ailleurs, la guerre économique menée par le biais des sanctions occidentales se superpose à la confrontation militaire. Le conflit déborde donc largement le territoire des combats armés.

Ce qui se passe sous nos yeux rappelle que l'analyse ne peut pas se limiter à l'arbitrage coût/avantage et impose un regard nouveau sur les apports actuels et potentiels de l'économie politique institutionnelle à l'étude des conflits militaires. Le poids des facteurs économiques et de puissance dans le conflit, dans les rapports entre les Etats-Unis, l'Europe, la Russie et la Chine, sur les plans énergétique, industriel, militaire, réactualisent la question de la relation entre le capitalisme et la guerre. La guerre menace non seulement directement l'ordre institutionnel multilatéral, mais elle bouleverse fondamentalement les hiérarchies institutionnelles existantes, les formes établies de concurrence et d'échanges, les circulations financières, matérielles et humaines. Elle implique des régimes d'exception dans l'ordre politique, social et économique en introduisant la discrimination d'une part, la coalition de l'autre dans l'ordre de la concurrence indifférenciée et indistincte entre nations, entre secteurs d'activité, entre compétiteurs.

Cet atelier propose d'illustrer à différentes échelles comment les conflits armés induisent des transformations de régulations, des transferts de richesses, des détournements de flux matériels et immatériels, et des restructurations. Il propose d'examiner (i) comment les guerres constituent des épisodes inédits de redistribution des richesses entre pays, entre secteurs économiques, entre catégories sociales, de nivellement des inégalités et de mobilités internationales des compétences, des capitaux et des ressources ; (ii) quel est l'impact de ces transferts sur les groupes sociaux et les rapports de force politiques. Dans le cadre du choc institutionnel paroxystique que représente la guerre, il s'agira d'analyser la reconfiguration des rôles, des fonctions, des acteurs et institutions et ce à différentes échelles (micro, macro, méso) et dans différents domaines (commerce international, migrations, activités informelles, travail, mobilités, etc.).

Le renouvellement des analyses institutionnalistes et la mise en œuvre d'une perspective pluridisciplinaire semblent indispensables pour penser de façon pertinente le fait social total que constitue la guerre, son économie et son fonctionnement sociétal, impliquant bouleversements, inflexions, et réadaptations multiples. Cet atelier proposera donc une perspective institutionnelle mêlant approche économique, sociologique, politique et historique tant sur l'économie de la guerre et que sur l'économie en guerre.

Les propositions de communication (1 page de résumé + 1 page de CV) doivent être :

- déposées sur la plateforme <https://afep2023.sciencesconf.org>, rubrique Ateliers thématiques ouverts, en choisissant la thématique « Economie de guerre, économie en guerre » ;
- envoyées en parallèle aux coordinateurs de l'atelier : Caroline Dufy ([c.dufy@sciencespobordeaux.fr](mailto:c.dufy@sciencespobordeaux.fr)), Petia Koleva ([petia.koeva@u-paris.fr](mailto:petia.koeva@u-paris.fr)) et Julien Vercueil ([julien.vercueil@inalco.fr](mailto:julien.vercueil@inalco.fr)).

### Calendrier

27 février 2023 : Date limite de réception des projets de communication

Fin mars 2023 : Réponse du comité scientifique aux auteurs

1er juin 2023 : Date limite de réception des textes définitifs

## Références :

Akhmetov A., Dufy C., Grouiez P., (2022), L'agro-industrie russe et l'UEE à l'aune de la guerre en Ukraine : économies et géopolitique d'une industrie protégée de la concurrence internationale, *Revue d'Economie Financière*, n°147, décembre 2022, p. 115-134.

Chavance B., Magnin E., Motamed-Nejad R., Sapir J. (dir.) (1999), *Capitalisme et socialisme en perspective. Évolution et transformation des systèmes économiques*, Paris, La Découverte.

Koleva P., Marinova T. (2022), Financer la transition énergétique en Europe centrale et orientale : un levier pour surmonter la dépendance de sentier à l'égard de la Russie ?, *Revue d'Economie Financière*, n°147, décembre 2022, p. 135-150.

Nader L., (2020), Economics, War, and Anthropology, *Economic Anthropology*, Wiley Blackwell, vol. 7(1), p. 147-149, January.

Polese A.(2022), *Informality, Labour Mobility and Precariousness*, Palgrave Macmillan.

Schméder G. (2018), Défense, sécurité et régulation, in Boyer R. (dir.), *La théorie de la régulation au fil du temps*, EMSHA Editions, p. 293-299.

Scott J. (2005) Afterword to "Moral Economies, State Spaces, and Categorical Violence." *American Anthropologist* 107 (3), p.395–402.

Skonieczny A. (2018), Trading with the enemy: narrative, identity and US trade politics, *Review of International Political Economy*, 25:4, p. 441-462.

Tooze A. (2022), Ukraine's war has already changed the world economy, *Foreign policy*, April 5, 2022 <https://foreignpolicy.com/2022/04/05/ukraine-russia-war-world-economy/>

Vahabi M. (2004), *The Political Economy of Destructive Power*, Cheltenham, Edward Elgar.

Vercueil J. (2022), "Institutionalism and Régulation Theory addressing the return of war", keynote address to the International conference *The History of Régulation Theory and its Contribution to the Analysis of Global Capitalism and Recent Crises*, Paris : Université Sorbonne Nouvelle, 8-9 September 2022. [en ligne] <https://rechercheregulation.files.wordpress.com/2022/10/vercueil-julien.pdf>

Vercueil J., Slim A (dir) (2022), Les conséquences de la guerre en Ukraine : déflagration et recompositions économiques et financières , *Revue d'Economie Financière*, n°147, décembre 2022, numéro spécial.